

Flashinfos

Lettre du développement industriel et territorial éditée par INTERFACES

édito

Dans un contexte de mutations sociales et de reconversions industrielles avec, en corollaire, une politique accrue de soutien à la création d'entreprises, INTERFACES met à profit sa double culture "entreprises et territoires" pour consacrer sa lettre d'information aux politiques des grands groupes et des pouvoirs publics en faveur de la création d'activités.

En effet, les logiques privées et publiques oeuvrent ensemble pour activer les leviers du développement de nouvelles activités au travers de plusieurs initiatives permettant à la fois le développement territorial et le développement de l'emploi.

Nous avons, depuis longtemps, décidé de nous investir fortement dans ces politiques d'appui à la création de nouvelles activités économiques. Pour cela, nous mettons en oeuvre des méthodes et des outils que nous souhaitons voir se développer au bénéfice de l'emploi et de l'économie.

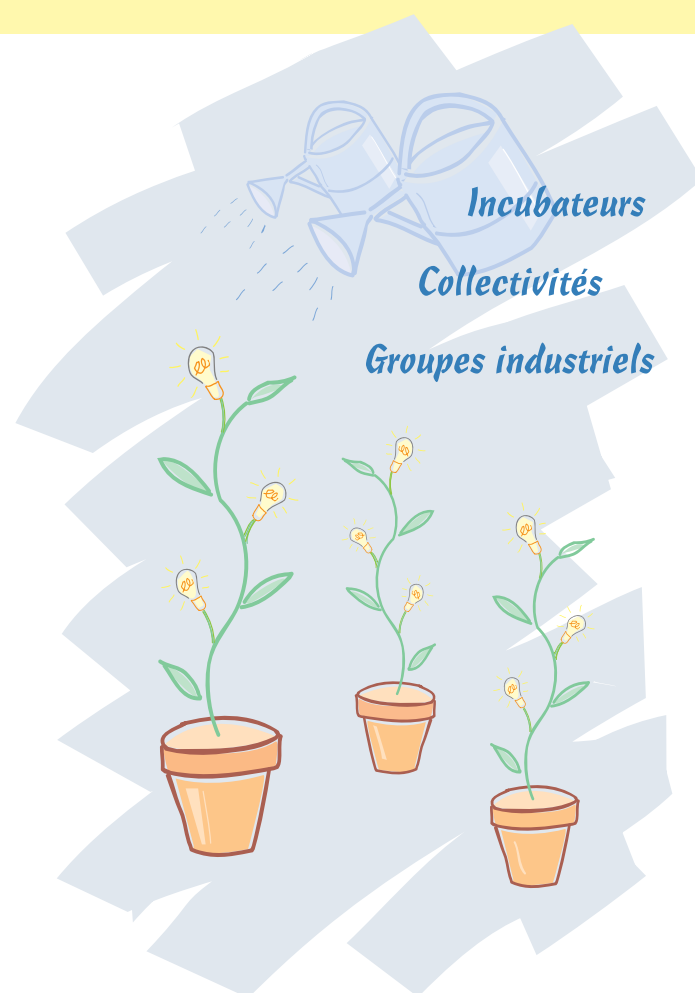
INTERFACES est acteur de certaines initiatives prises par les grands groupes (appui à l'essaimage, détection de projets dormants,..) ou par les pouvoirs publics (création de centres de ressources, incubateurs, pépinières d'entreprises, organisation de filières, regroupements d'entreprises ou encore les cellules opérationnelles expérimentées par la Préfecture et le Conseil Général de l'Aude).

Plus que jamais, il faut être inventif et trouver de nouveaux leviers à la création de nouvelles activités, comme nous l'avons fait pour le Groupe TOTAL par exemple.

Je tiens à remercier l'ensemble des acteurs privés et publics qui ont bien voulu nous accorder leur confiance en nous confiant leurs projets de développement.

Christian Delnomdedieu

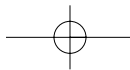
LES LEVIERS DE LA CREATION DE NOUVELLES ACTIVITÉS



>> Interview de Guy Sallavaud
Groupe TOTAL > p.2

>> Interview de Michel Brunet
Incubateur Midi-Pyrénées > p.3

>> En bref ... > p.4



Interview de Guy SALLAVUARD

Directeur du Développement Régional de TOTAL

Quelles sont les raisons pour lesquelles le Groupe Total s'investit dans le développement régional ?

TOTAL est la première entreprise française et le quatrième pétrolier mondial. Le groupe déploie ses activités dans 126 pays dans l'exploration et la production d'hydrocarbures, le raffinage et le marketing des produits qui en sont issus, dans les énergies renouvelables, la pétrochimie et la chimie des spécialités.

Loin de lui faire oublier sa responsabilité au plan local, cette stature conduit le Groupe TOTAL à se montrer solidaire des entreprises de plus petite taille qui se développent dans les régions d'implantation du Groupe.

Le Groupe marque ainsi la valeur qu'il reconnaît à l'initiative économique comme élément fondamental du développement local, au travers d'une solidarité de proximité vis à vis des PME. Nous contribuons ainsi, par la mise à disposition de nos moyens, au développement des PME qui peuvent alors créer davantage d'activités et d'emplois.

Quels sont les principes de votre action ?

TOTAL est dépositaire, de par sa longue histoire industrielle, de toutes sortes de savoirs, savoir-faire et compétences qui peuvent être utiles à d'autres entreprises pour leur création, leur développement ou leur transmission.

Notre dispositif consiste à identifier, dans les bassins d'emploi qui accueillent nos activités en France et hors de France, les entreprises qui peuvent bénéficier des moyens matériels ou intellectuels du Groupe.

Quels sont, justement, ces moyens d'accompagnement ?

L'accompagnement de TOTAL peut prendre 4 formes à la fois différentes et complémentaires :

- Un appui technologique et un partage de compétences pour permettre aux PME de bénéficier du potentiel du Groupe en liaison avec plusieurs organismes tels que le Centre Technique Régional d'Appui (CETRA) ou l'association Passerelle qui propose du détachement de personnel pour des missions précises.

- Une aide financière à la création, à la reprise et au développement de PME.



La structure TOTAL Développement Régional offre ainsi une aide incitative aux créateurs ou repreneurs de jeunes entreprises.

- Un accompagnement au développement international pour appuyer les PME dans la réalisation de missions d'études et de prospection de marchés extérieurs, notamment grâce à une connaissance approfondie de l'environnement des pays où est implanté le Groupe, ou grâce à des missions d'étudiants à l'étranger ou encore grâce à un système des tutorats appelés VIE.

- Un accompagnement des réindustrialisations par l'intermédiaire de SOFREA (société anonyme, filiale à 100 % du groupe) qui offre une assistance administrative, technique et financière aux créateurs d'entreprises ou aux entreprises créatrices d'emplois dans le cadre d'opérations de réindustrialisation.



Pouvez-vous dresser un bilan de ces actions ?

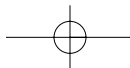
Plus de 500 PME constituent à ce jour notre « portefeuille » actif. L'en cours de nos prêts s'élève à plus de 18 ME. L'association « Total Développement Régional » et la Sofrea ont, depuis leur origine, soutenu plus de 27 000 emplois et décaissé plus de 270 ME.

TOTAL a soutenu la création de 1000 emplois dans l'Agglomération toulousaine à la suite de la catastrophe AZF et accompagne les restructurations des unités de chimie situées en Lorraine, en Normandie et dans la région Rhône-Alpes.

Enfin, TOTAL, par le biais de Chemparc et de la Sobegi, met à la disposition d'entreprises, des terrains viabilisés sur ses sites industriels du Béarn.

La mutualisation de services permet ainsi des synergies industrielles au bénéfice de l'emploi régional.





Interview de Michel BRUNET

Directeur de l'Incubateur Midi-Pyrénées

Pouvez-vous nous rappeler les conditions dans lesquelles l'Incubateur Midi-Pyrénées a été créé ?

Rappelons brièvement que, depuis leur création, on peut distinguer deux vagues de développement des structures d'accompagnement d'entreprises.

Une 1ère période de lancement (1980-1997) était destinée à répondre à un besoin de développement de territoires que les collectivités locales ont cherché à résoudre essentiellement par une offre immobilière. Cela a été la grande période de mise en place des hôtels d'entreprises.

Certaines collectivités ont également mis en place des compétences d'accompagnement sous forme de pépinières et de CEEI.

La 2ème période que l'on connaît depuis 1998 a cherché à mettre en place un accompagnement plus en amont, assorti des financements nécessaires, qualifié d'incubation. Cette période a vu se développer différents modèles d'incubateurs, notamment le modèle imaginé par M. Allègre, issu du monde académique et de la recherche.

L'Incubateur Midi-Pyrénées fait partie des 31 incubateurs publics labellisés et cofinancés par l'Etat en réponse à l'appel à projets lancé en 1999 par le Ministère de l'Education Nationale, de la Recherche et des Finances incitant la création d'incubateurs d'entreprises innovantes liées à la recherche publique.

Quel est le rôle majeur des incubateurs ?

Les incubateurs réunissent des compétences ainsi que des ressources immobilières et financières au service des porteurs de projets : personnes physiques ou très jeunes entreprises qui n'ont pas encore démarré leur activité.

Leur rôle premier est donc un rôle de coaching généraliste, pour aider à construire le projet, et un rôle de financeur pour des missions de conseil, d'expertise de technologies, de marché, appartenant généralement à des réseaux

de proximité immédiate, dans la mesure où ces réseaux présentent une richesse de compétences adéquates.

Quelles sont les services plus particuliers offerts par l'incubateur que vous dirigez ?

En fonction de leurs besoins, les futurs chefs d'entreprises reçoivent des services qui leur seront financés : aide aux incubants, accompagnement logistique, formation et conseils, aide au développement technologique et industriel, aide à la propriété industrielle, étude de marché, aide à la définition d'une stratégie, expertises ...

Quel élément particulier peut caractériser la performance de l'Incubateur Midi-Pyrénées ?

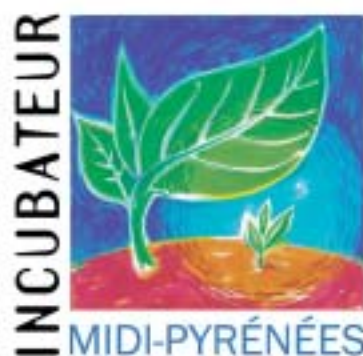
La performance de cet incubateur tient au multipartenariat qui le compose, de manière équilibrée, entre l'Etat, les collectivités locales, l'ensemble des établissements universitaires et organismes de recherche, et les acteurs économiques (CCI, capitaux risqués, CRITT, Midi-Pyrénées Expansion, grandes entreprises).

L'Incubateur Midi-Pyrénées s'insère naturellement dans la politique de développement local. Il ne doit pas être une entité isolée mais contribuer, grâce à ce multipartenariat, à la promotion de stratégies territoriales plus vastes.

Même si deux années d'existence ne suffisent pas pour évaluer l'Incubateur Midi-Pyrénées, peut-on cependant mesurer cette performance ?

Depuis sa création, notre structure a accueilli 42 projets innovants dans des domaines très variés (biotechnologies, informatique, santé, agroalimentaire,...) dont 20 ont déjà donné naissance à des sociétés qui ont démarré leur activité.

De plus, une évaluation récente des incubateurs place l'Incubateur Midi-Pyrénées parmi les 5 meilleurs Incubateurs de France.



>> En bref ...

La Société Languedocienne Micron Couleurs (11) a mandaté *INTERFACES* pour une étude d'appui à la création de nouvelles activités.

Cette mission a pour objectif de définir les besoins qualifiés en sous-traitance de proximité, les activités susceptibles d'être externalisées, les possibilités de diversification et les projets dormants à partir de rencontres directes avec des PME locales ou des porteurs de projets.

> Pour en savoir plus :

jp.martinez@interfaces-fr.com

La société SIXTE (12), issue de l'incubateur Midi-Pyrénées, nous a demandé de réaliser une étude de marché et de faisabilité économique en vue du développement d'une plate-forme logicielle innovante 3D interactive. *INTERFACES* est donc intervenu pour valider la pertinence de lancer de telles applications, à vocation plus ou moins didactiques, dans le secteur de l'industrie.

> Pour en savoir plus :

c.delnomdedieu@interfaces-fr.com

La société EROP (31), spécialisée dans la conception de moules métalliques destinés à la transformation de thermoplastiques, a confié à *INTERFACES* la réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique d'une unité de sous-traitance dédiée au secteur médico-chirurgical. Ce projet de diversification d'une PME locale est parti du besoin exprimé par un laboratoire américain de trouver en France un partenaire sous-traitant capable de produire des pièces techniques en polymères destinées au secteur médico-chirurgical.

> Pour en savoir plus :

jean.pailhe@interfaces-fr.com

Le Conseil Général de l'Aude (11) a souhaité créer un site internet dédié aux différentes aides à la création et au développement d'entreprises. *INTERFACES* est intervenu pour clarifier l'ensemble des aides disponibles sur ce département, en les territorialisant par canton, et proposer ainsi un contenu à la fois lisible et exhaustif aux investisseurs et aux accompagnants.

> Pour en savoir plus :

sylvie.garcia@interfaces-fr.com

Dans le cadre d'une mission de diversification de filières confiée par la Communauté de Communes Lauragais Revel Sorézois (31), *INTERFACES* a détecté et accompagné un important projet de délocalisation d'une société parisienne. Ce projet devrait voir le jour durant l'été 2004 et apportera près de 50 emplois nouveaux sur ce territoire haut-garonnais.

> Pour en savoir plus :

stephane.douce@interfaces-fr.com

La société COGEDIM (75), leader sur le marché de l'immobilier haut de gamme, a l'opportunité d'engager des programmes immobiliers dans le Grand Sud-Ouest. Cette société fait ainsi appel à *INTERFACES* pour étudier la faisabilité et la rentabilité de ces éventuelles réalisations sur de nouveaux territoires.

> Pour en savoir plus :

c.delnomdedieu@interfaces-fr.com

La mutualisation des compétences d'*INTERFACES*, du CEEI Gers Gascogne, de la CCI d'Auch et du Gers en Gascogne ainsi que de la Chambre d'Agriculture du Gers (32) est une nouvelle fois d'actualité pour mener à bien une étude sur la structuration d'une « filière plantes, bio et bien-être » sur le territoire de la Communauté de Communes de la Lomagne Gersoise.

> Pour en savoir plus :

stephane.douce@interfaces-fr.com

Alliant des compétences aussi diverses que le développement économique, l'environnement ou encore l'urbanisme, *INTERFACES* s'est associé au cabinet GAUDRIOT pour réaliser le diagnostic territorial préalable à la réalisation du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Narbonnaise (11).

> Pour en savoir plus :

lise.beaulieu@interfaces-fr.com

Soucieux de fidéliser nos clients et de satisfaire des exigences issues de nouvelles problématiques, nous venons de réaliser un audit des hébergements touristiques du territoire de la Communauté de Communes du Pays d'Olmes (09).

> Pour en savoir plus :

lise.beaulieu@interfaces-fr.com

INTERFACES, expert en immobilier d'entreprises, renforce sa position. En effet, l'Association Profession Sports (34) vient de nous confier une étude de pré-faisabilité de la première pépinière dédiée aux métiers du sport et de l'animation socioculturelle.

> Pour en savoir plus :

jp.martinez@interfaces-fr.com

Coordonnées de l'agence Toulousaine :

 **INTERFACES** : 109, Avenue de Lespinet

Sigma - Bat A - 31400 Toulouse

Tél : 05 34 32 61 41

